



## Convention sur la diversité biologique

Distr.  
GENERALE

UNEP/CBD/ICNP/2/4  
29 mai 2012

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

### COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À COMPOSITION NON LIMITÉE POUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Deuxième réunion

New Delhi, 2-6 juillet 2012

Point 3.3 de l'ordre du jour provisoire\*

### ÉLABORATION DE L'ORIENTATION CONCERNANT LA MOBILISATION DE RESSOURCES AUX FINS D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES

*Note du Secrétaire exécutif*

#### I. INTRODUCTION

1. Conformément à son plan de travail, contenu dans la décision X/1, annexe II, section B, le Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya (Comité intergouvernemental) doit, à sa deuxième réunion, examiner l'élaboration d'orientations pour la mobilisation de ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya.

2. En conséquence de la décision ci-dessus, le Secrétaire exécutif a invité les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes compétentes, par le biais de la notification 2011-142 (n° de réf. SCBD/ABS/VN/SG/77099) datée du 1<sup>er</sup> août 2011, à transmettre des points de vue et/ou de l'information pertinents au Secrétaire exécutif sur l'élaboration d'orientations pour la mobilisation de ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya en préparation pour la deuxième réunion du Comité intergouvernemental. Le Secrétaire exécutif avait reçu des exposés sur la question du Mexique et de l'Union européenne et ses États membres au 27 mars 2012. Les exposés sont publiés sur le site : <http://www.cbd.int/icnp2/submissions/>

3. Le Secrétaire exécutif a préparé la présente note, qui tient compte des points de vue reçus, afin d'aider le Comité intergouvernemental dans son examen des orientations pour la mobilisation de ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya.

4. La section II du présent document porte sur la mobilisation de ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya et le lien avec l'article 20 de la Convention, la section III met en évidence les

\* UNEP/CBD/ICNP/2/1/Rev.1

besoins et les occasions particuliers concernant la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya et la section IV présente les recommandations proposées aux fins d'examen par le Comité intergouvernemental à sa deuxième réunion.

## **II. MOBILISATION DES RESSOURCES AUX FINS D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE NAGOYA ET LIEN AVEC L'ARTICLE 20 DE LA CONVENTION**

### **A. *Étendue de la mobilisation des ressources en vertu du Protocole de Nagoya***

5. La disponibilité de ressources financières suffisantes et prévisibles est essentielle à la mise en oeuvre effective du Protocole de Nagoya. L'article 25 du Protocole demande qu'une assistance financière soit fournie aux pays en développement Parties et aux Parties à économie en transition afin d'assurer la mise en oeuvre effective du Protocole grâce aux mécanismes de financement de la Convention<sup>1</sup> (paragraphe 2, 3 et 5) et dans le cadre d'arrangements bilatéraux, régionaux et multilatéraux (paragraphe 6).

6. Les paragraphes 1, 4 et 6 de l'article 25 établissent la base pour l'examen de la mobilisation de ressources en vertu du Protocole, reconnaissant qu'il pourrait être nécessaire de trouver et de mobiliser d'autres ressources, en plus des ressources du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), aux fins d'application effective du Protocole.

7. Le paragraphe 1 de l'article 25 précise que les Parties doivent tenir compte des dispositions de l'article 20 de la Convention dans leur examen de la question des ressources financières destinées à l'application du Protocole.

8. Le paragraphe 4 de l'article 25 du Protocole précise que dans leur examen des ressources financières, les Parties doivent aussi tenir compte des besoins des pays en développement, plus particulièrement les pays les moins avancés et les petits États insulaires parmi eux, et des Parties à économie en transition, lorsqu'elles s'efforcent de déterminer et d'appliquer leurs exigences en matière de création et de renforcement des capacités aux fins d'application du Protocole.

9. En dernier lieu, le paragraphe 6 de l'article 25 indique que les pays développés Parties peuvent aussi fournir des ressources financières et autres ressources pour l'application des dispositions du Protocole, dont les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition pourront se prévaloir, dans le cadre d'arrangements bilatéraux, régionaux et multilatéraux.

### **B. *Aperçu de l'application de l'article 20 de la Convention***

10. L'article 20 de la Convention prie les pays développés Parties de fournir de nouvelles ressources financières et des ressources financières supplémentaires par le biais du FEM et/ou dans le cadre d'arrangements bilatéraux, régionaux et multilatéraux afin que les pays en développement Parties puissent respecter leurs obligations en vertu du Protocole.<sup>2</sup>

11. La Conférence des Parties a adopté, à sa neuvième réunion, dans sa décision IX/11 B, la Stratégie de mobilisation des ressources en appui à la réalisation des trois objectifs de la Convention pour la période 2008-2015. Elle a pour objectif de « ... fortement accroître le volume international des flux financiers et le financement national destinés à la diversité biologique, de manière à réduire sensiblement les failles du financement actuel à l'appui de la réalisation des trois objectifs de la Convention et de l'objectif de 2010... »<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> L'offre de ressources financières par l'entremise du mécanisme de financement de la Convention est abordée dans le document UNEP/CBD/ICNP/2/3.

<sup>2</sup> Toutes les réunions de la Conférence des Parties et du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'application de la Convention ont abordé la question de la mobilisation de ressources aux fins d'application de la Convention.

<sup>3</sup> Décision IX/11 B, paragraphe 8 de la Conférence des Parties.

12. Comme la stratégie a pour but d'appuyer les trois objectifs de la Convention et que le Protocole de Nagoya a été adopté afin de mettre en œuvre le troisième objectif, il est logique d'en déduire que la Stratégie pour la mobilisation des ressources devrait appuyer l'application du Protocole de Nagoya. Voici un survol des principaux développements dans l'application de la stratégie.
13. Conformément au paragraphe 12 de la stratégie, l'application de la stratégie à l'échelle nationale doit comprendre, selon qu'il convient, l'élaboration et la diffusion d'une stratégie nationale de mobilisation des ressources dans le cadre des stratégies et plans d'action pour la diversité biologique actualisés.
14. La Conférence des Parties a adopté sa décision X/3 « Activités et projets concrets avec des objectifs et/ou des indicateurs mesurables pour réaliser les objectifs stratégiques du plan de mobilisation des ressources et évaluer l'application de la stratégie » afin de renforcer la stratégie. Dans cette décision, en plus d'adopter quinze indicateurs de surveillance de la stratégie, la Conférence des Parties a décidé qu'elle adopterait des cibles de financement à sa onzième réunion.
15. Dans sa décision X/3, la Conférence des Parties prie le Secrétaire exécutif de donner des orientations méthodologiques aux indicateurs (paragraphe 8 d)) et de fournir des lignes directrices pour la mise en œuvre des indicateurs et la définition d'une année de référence (paragraphe 8 e)). Au paragraphe 8 i) de la même décision, la Conférence des Parties a aussi décidé d'adopter un cadre de communication efficace à sa onzième réunion. Le cadre de communication préliminaire, ainsi que les orientations méthodologiques et d'application, ont été mis à la disposition du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention (UNEP/CBD/WG-RI/4/6/Add/1).
16. De plus, dans la décision X/2 sur le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, l'objectif 20 prévoit que « D'ici à 2020 au plus tard, la mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre effective du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique de toutes les sources et conformément au mécanisme consolidé et convenu de la Stratégie de mobilisation des ressources, aura augmenté considérablement par rapport aux niveaux actuels. Cet objectif fera l'objet de modifications en fonction des évaluations des besoins de ressources que les Parties doivent effectuer et notifier ».

### **C. Résumé des exposés**

17. L'Union européenne et ses États membres précise dans son exposé que la Stratégie de mobilisation des ressources de la Convention aborde déjà la question de l'accès et du partage des avantages. Elle suggère que la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya examine les éléments existants de la Stratégie de mobilisation des ressources et détermine les besoins précis de mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya. Elle est également d'avis que la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties devrait préparer des orientations à l'intention de la Conférence des Parties sur la façon dont la Conférence des Parties pourrait répondre à ces besoins précis dans sa décision sur la mobilisation des ressources.
18. L'exposé du Mexique précise que la décision X/3 prie le Secrétaire exécutif d'organiser des ateliers régionaux et infrarégionaux afin d'aider au développement de stratégies nationales de mobilisation des ressources, notamment pour les communautés autochtones et locales, dans le cadre du processus de mise à jour des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique. Le Mexique propose que cette section de la décision serve à la surveillance et à la ratification du Protocole de Nagoya, car elle encourage la sensibilisation économique. Il précise également que les communautés autochtones et locales devraient participer à la mobilisation, car ces communautés profitent des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles connexes, et qu'elles devraient avoir la capacité de recevoir et de partager les avantages payés par les utilisateurs.

***D. L'accès et le partage des avantages en tant que mécanisme de mobilisation des ressources***

19. Bien que le présent document mette l'accent sur la façon de mobiliser les ressources destinées à l'application effective du Protocole de Nagoya, il convient de préciser que les accords sur l'accès et le partage des avantages peuvent aussi contribuer à la mobilisation de ressources pour la réalisation des trois objectifs de la Convention grâce au partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.

20. Les articles du Protocole portant sur la contribution à la conservation et à l'utilisation durable (article 9) et le mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages (article 10) abordent l'idée de diriger les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques vers l'application des deux autres objectifs de la Convention.

21. Cette notion apparaît également à deux reprises dans la Stratégie de mobilisation des ressources :

a) Le préambule de la stratégie souligne que des systèmes nationaux efficaces et un régime international d'accès et de partage des avantages de soutien pourraient contribuer à l'utilisation durable et à la conservation de la diversité biologique et de ses écosystèmes apparentés, notamment en créant des rendements financiers;<sup>4</sup>

b) L'objectif stratégique 7 porte sur l'amélioration des initiatives et mécanismes d'accès et de partage des avantages dans le but d'appuyer la mobilisation des ressources.

22. À la lumière de ce qui précède, il est entendu que la mise en œuvre du Protocole de Nagoya contribuera au développement des accords sur l'accès et le partage des avantages, et que les avantages découlant de ces accords pourraient appuyer la mobilisation des ressources pour la réalisation des objectifs de la Convention.

23. Le présent document a toutefois pour objet d'examiner la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya.

***E. Lien entre la Stratégie de mobilisation des ressources et le Protocole de Nagoya***

24. En raison du lien étroit entre les dispositions de la Convention et le Protocole concernant les ressources financières, et compte tenu des efforts permanents déployés aux termes de la Convention sur la diversité biologique afin d'accroître le financement destiné à la diversité biologique grâce à la Stratégie de mobilisation des ressources, qui comprend la mobilisation de ressources pour le troisième objectif de la Convention, le Comité intergouvernemental pourrait recommander que la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties invite les Parties et prie le Secrétaire exécutif d'inclure l'examen de la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya dans la mise en œuvre de la Stratégie de mobilisation des ressources.

25. Ainsi, les Parties au Protocole pourraient inclure l'examen de la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya dans la mise en œuvre de la Stratégie de mobilisation des ressources aux termes de la Convention. De même, les activités du Secrétaire exécutif en appui à la stratégie pourraient inclure l'examen de la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya, ce qui optimiserait les efforts de mobilisation des ressources pour la réalisation des trois objectifs de la Convention.

26. Le Comité intergouvernemental pourrait également déterminer les besoins précis liés à la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya, ainsi que les occasions d'avoir recours au levier financier, sur la base de la Stratégie de mobilisation des ressources.

---

<sup>4</sup> Préambule de la Conférence des Parties à la décision IX/11.

### **III. BESOINS ET OCCASIONS PARTICULIERS LIÉS À LA MOBILISATION DES RESSOURCES AUX FINS D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE NAGOYA**

27. Se fondant sur la Stratégie de mobilisation des ressources en vertu de la Convention, cette section examine les objectifs de la stratégie les plus étroitement liés à la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole en déterminant les besoins et les occasions particuliers de mobilisation des ressources dans le contexte du Protocole, qui peuvent être différents des besoins et des occasions de mobilisation des ressources dans le contexte de la Convention.

#### *Besoins, écarts et priorités de financement*

28. Le premier objectif de la Stratégie de mobilisation des ressources reconnaît l'importance d'améliorer la base d'information sur les besoins, les écarts et les priorités de financement.

29. Le Protocole de Nagoya étant un nouvel instrument international, les Parties devraient adopter de nouvelles mesures législatives, administratives ou de politique, ou réviser les politiques existantes, tout en s'assurant que les ressources (financières, humaines et techniques) sont suffisantes et qu'elles procurent les capacités nécessaires pour assurer l'application effective du Protocole. Les Parties devront déterminer leurs besoins, les écarts et leurs priorités de financement aux fins d'application du Protocole dans le cadre de leurs processus de planification, tout en tenant compte de leurs circonstances nationales.

30. Dans ce contexte, les Parties pourraient intégrer l'examen de la mobilisation des ressources, et les besoins, écarts et priorités de financement à leurs processus de planification aux fins d'application du Protocole de Nagoya.

31. Après avoir défini leurs besoins, écarts et priorités de financement, les Parties devront déterminer les sources de financement possibles, tant nationales qu'internationales, qui leur permettront de respecter leurs obligations en vertu du Protocole.

#### *Ressources financières nationales*

32. Le deuxième objectif de la Stratégie de mobilisation des ressources vise à renforcer la capacité nationale d'utilisation des ressources et de mobilisation des ressources financières nationales.

33. L'échange entre les Parties d'expériences et d'information sur la mobilisation des ressources nationales aux fins d'application du Protocole de Nagoya, notamment au moyen de nouveaux mécanismes financiers novateurs, pourrait contribuer à renforcer les capacités nationales de mobilisation des ressources.

#### *Ressources financières internationales*

34. Le troisième objectif de la Stratégie de mobilisation des ressources vise à renforcer les institutions financières existantes et à promouvoir la reproduction et la mise à niveau des mécanismes et instruments financiers. Les ressources internationales ont joué un rôle de catalyseur dans le recours au levier financier en vertu de la Convention. Il existe toutefois peu d'information sur l'état des fonds mobilisés en appui à l'accès et au partage des avantages et, plus récemment, à l'application du Protocole de Nagoya.

35. L'information existante sur le financement des programmes d'accès et de partage des avantages révèle qu'un petit nombre seulement de sources de financement internationales ont été utilisées à ce jour en appui aux programmes d'accès et de partage des avantages.<sup>5</sup>

---

<sup>5</sup> L'information sur les activités actuelles et antérieures d'accès et de partage des avantages est contenue dans une note sur la création et le renforcement des capacités préparée par le Secrétaire exécutif à l'intention de la première réunion du Comité international (UNEP/CBD/ICNP/1/4).

36. Il existe certainement plusieurs occasions de financement bilatérales, régionales, multilatérales et privées dont les Parties pourraient profiter afin de mobiliser des ressources internationales aux fins d'application du Protocole de Nagoya.

37. Les agences d'aide bilatérales et régionales sont une importante source de financement et ont sans doute fourni plus des deux tiers des ressources financières utilisées pour la diversité biologique. Certaines institutions et organisations régionales, telles que la Communauté européenne, la Banque asiatique de développement et la Banque africaine de développement, ont révélé un immense potentiel à canaliser les ressources régionales pour la diversité biologique. Les institutions financières multilatérales telles que la Banque mondiale investissent également dans la diversité biologique. Les canaux privés, tels que les organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé et les fondations, jouent aussi un rôle important dans le financement des activités liées à la diversité biologique.<sup>6</sup>

38. D'autres sources possibles de financement supplémentaire peuvent aussi être examinées plus en profondeur.

39. Tenant compte de l'importance d'assurer la disponibilité des ressources internationales pour compléter le financement national aux fins d'application effective du Protocole par les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition, les Parties, les organisations compétentes et les institutions financières existantes pourraient envisager la création ou l'amélioration du financement aux fins d'application du Protocole de Nagoya et inclure le soutien à l'application du Protocole de Nagoya parmi les domaines à financer en priorité.

#### *Intégration du Protocole de Nagoya dans les plans et les priorités de coopération*

40. Le cinquième objectif de la Stratégie de mobilisation des ressources vise à intégrer la diversité biologique et les services écosystémiques qui lui sont associés aux plans et priorités de coopération au développement. Les avantages partagés en vertu du Protocole peuvent contribuer au développement de capacités de recherche nationales endogènes et à la création et au renforcement des capacités dans les pays afin d'ajouter de la valeur aux ressources génétiques de ces pays, notamment en assurant le renforcement des capacités ou le transfert de technologie des utilisateurs aux fournisseurs. La mise en œuvre effective du Protocole de Nagoya fournira ainsi des occasions de développement aux pays en développement Parties et aux Parties à économie en transition.

41. Les Parties pourraient inclure une référence à l'application du Protocole de Nagoya dans leurs plans et priorités de coopération au développement dans le but de contribuer au développement national et ainsi améliorer la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya.

#### *Sensibilisation au Protocole de Nagoya*

42. Le huitième objectif de la Stratégie de mobilisation des ressources vise à améliorer l'engagement mondial envers la mobilisation des ressources aux fins d'application de la Convention en sensibilisant le public à l'importance de la diversité biologique et des biens et services qu'elle procure à tous les niveaux. La sensibilisation à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles, et aux questions d'accès et de partage des avantages apparentées, conformément à l'article 21 du Protocole, peut aussi contribuer à accroître la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya.<sup>7</sup>

<sup>6</sup> Pour plus de renseignements, voyez le document UNEP/CBD/WG-RI/2/INF/4 sur l'examen de la disponibilité des ressources financières.

<sup>7</sup> La deuxième réunion du Comité intergouvernemental se penchera sur un projet de stratégie de sensibilisation à l'appui à l'application de l'article 21 du Protocole de Nagoya (UNEP/CBD/ICNP/2/11).

#### IV. RECOMMANDATIONS

43. Dans ce contexte, le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter prendre les dispositions suivantes afin d'assurer l'intégration à point nommé du Protocole de Nagoya à la mise en œuvre de la Stratégie de mobilisation des ressources et faire en sorte que des mesures hâtives puissent être prises à cet égard :

a) Encourager les Parties à inclure l'examen de la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya dans la Stratégie de mobilisation des ressources en appui à la réalisation des trois objectifs de la Convention pour la période 2008-2015; et

b) Prier le Secrétaire exécutif d'inclure la mobilisation des ressources pour le Protocole de Nagoya à ses activités d'appui à la Stratégie de mobilisation des ressources, notamment en organisant des ateliers régionaux et infrarégionaux.

44. De plus, le Comité intergouvernemental pourrait examiner et acheminer le projet de recommandations suivant à la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya aux fins d'examen :

« La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole,

1. *Prie* le Secrétaire exécutif d'inclure l'examen de la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya dans ses activités d'appui à la Stratégie de mobilisation des ressources;

2. *Encourage* les Parties à inclure la mobilisation des ressources, dont les besoins, les écarts et les priorités de financement, dans leurs processus de planification aux fins d'application du Protocole de Nagoya;

3. *Encourage* les Parties à diriger les ressources nationales vers l'application du Protocole de Nagoya, notamment au moyen de nouveaux mécanismes de financement novateurs;

4. *Encourage* les Parties à prendre les mesures convenables auprès des organes directeurs des institutions financières multilatérales et des organismes de développement compétents afin que l'allocation effective des ressources prévisibles aux fins d'application du Protocole de Nagoya reçoive la priorité et l'attention qu'elle mérite;

5. *Encourage* les Parties, les organisations compétentes et les institutions financières existantes à mettre sur pied ou à améliorer le financement aux fins d'application du Protocole de Nagoya et à inclure le soutien à l'application du Protocole de Nagoya parmi les domaines essentiels de financement;

6. *Encourage* les Parties à intégrer l'application du Protocole de Nagoya à leurs plans et priorités de coopération au développement;

7. *Encourage* les Parties et les organisations compétentes à hausser le niveau de sensibilisation à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et aux questions d'accès et de partage des avantages apparentées, conformément à l'article 21 du Protocole, en appui à la mobilisation de ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya;

8. *Invite* les Parties et les organisations compétentes à soumettre de l'information sur leurs expériences en matière de mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya et sur l'état des fonds mobilisés au Secrétaire exécutif;

9. *Prie* le Secrétaire exécutif de préparer une synthèse de l'information reçue sur les expériences en matière de mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya et de présenter un aperçu de l'état et des tendances en matière de financement aux fins

d'examen à la prochaine réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole;

10. *Prie* le Secrétaire exécutif de préparer un document sur les sources possibles de financement international pertinent afin d'appuyer les efforts des Parties pour mobiliser des ressources financières internationales supplémentaires aux fins d'application du Protocole de Nagoya.

-----